

Doc. 16219
26 juin 2025

La nécessité impérieuse d'obliger la Fédération de Russie à rendre des comptes par la confiscation des avoirs gelés de l'État

Déclaration écrite n° 813

Cette déclaration écrite ne reflète pas la position de l'Assemblée, mais uniquement celle des membres qui l'ont signée. Elle ne fera pas l'objet de mesures supplémentaires de l'Assemblée.

Nous, soussignés, déclarons ce qui suit:

Rappelant la [Résolution 2539 \(2024\)](#) de l'Assemblée parlementaire, «Soutien à la reconstruction de l'Ukraine», et la [Résolution 2598 \(2025\)](#), «Guerre d'agression russe contre l'Ukraine: la nécessité d'établir les responsabilités et d'empêcher l'impunité», nous réaffirmons notre engagement commun en faveur d'une paix juste et durable.

Nous condamnons la guerre d'agression illégale menée actuellement par la Fédération de Russie et nous affirmons que celle-ci en porte l'entière responsabilité en vertu du droit international, et qu'elle doit offrir des réparations.

Nous soutenons la confiscation légale des avoirs souverains russes gelés en tant que mesure nécessaire pour rendre justice aux victimes ukrainiennes et reconstruire la société ukrainienne déchirée par la guerre.

Nous appelons à finaliser la création d'un cadre juridique international contraignant autorisant la confiscation et l'affectation de ces avoirs – sous un contrôle rigoureux – à la défense de l'Ukraine ainsi qu'aux initiatives d'aide humanitaire, de reconstruction et d'indemnisation des victimes.

Nous demandons instamment aux États membres de mettre leur législation nationale en conformité avec les normes internationales, de soutenir le Registre des dommages pour l'Ukraine et de veiller à ce que ses conclusions servent de base pour l'indemnisation des victimes.

Nous suggérons la création d'un groupe restreint de l'Assemblée sur la confiscation des avoirs et l'obligation de rendre des comptes, composé d'expert-es juridiques, financiers et des droits humains, afin d'orienter les politiques adoptées et de suivre les progrès réalisés.

Nous appelons la communauté internationale, notamment le Conseil de l'Europe, l'Union européenne et le G7, à coordonner le recours aux mesures juridiques et aux pressions diplomatiques pour mettre fin à l'agression russe et faire en sorte que les responsables rendent des comptes.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

KAMELCHUK Yuriy, Ukraine, PPE/DC
ÅBERG Boriana, Suède, PPE/DC
BARDINA Maryna, Ukraine, ADLE
BATENKO Taras, Ukraine, CEPA
BILOZIR Larysa, Ukraine, ADLE
BOROWSKI Marek, Pologne, PPE/DC
BULAI Iulian, Roumanie, ADLE
CEPURĪTIS Edmunds, Lettonie, SOC
CHEPTONAR Andrian, République de Moldova, PPE/DC
DAVIDOVICI Natalia, République de Moldova, PPE/DC
GALLES Paul, Luxembourg, PPE/DC
GEDVILAS Martynas, Lituanie, SOC
GETHINS Stephen, Royaume-Uni, ADLE
GONCHARENKO Oleksii, Ukraine, CEPA
GÖTHBERG Gustaf, Suède, PPE/DC
GROZA Ion, République de Moldova, PPE/DC
KONSTANKEVYCH Iryna, Ukraine, CEPA
KRAVCHUK Yevheniia, Ukraine, ADLE
LEYTE Carmen, Espagne, PPE/DC
LIBICKI Jan Filip, Pologne, PPE/DC
LYDEKA Arminas, Lituanie, ADLE
MEREZHKO Oleksandr, Ukraine, ADLE
MEZENTSEVA-FEDORENKO Mariia, Ukraine, PPE/DC
MINA Alice, Saint-Marin, PPE/DC
MINNICH Andreas, Autriche, PPE/DC
PASQUIER-CIULLA Christine, Monaco, PPE/DC
POLIDORI Catia, Italie, PPE/DC
ROBLES Gonzalo, Espagne, PPE/DC
SACHEVA Denitsa, Bulgarie, PPE/DC
SCHOU Ingjerd Schie, Norvège, PPE/DC
SIRÉN Saara-Sofia, Finlande, PPE/DC
SOBOLIEV Serhii, Ukraine, PPE/DC
STAMATIS Georgios, Grèce, PPE/DC
TABAKU Jorida, Albanie, PPE/DC
VASYLENKO Lesia, Ukraine, ADLE
VLASENKO Sergiy, Ukraine, PPE/DC
VOKSHI Albana, Albanie, PPE/DC
WIJK Elly, van, Pays-Bas, PPE/DC
ZABURANNA Lesia, Ukraine, ADLE
ZINGERIS Emanuelis, Lituanie, PPE/DC

Total = 40

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
CEPA: Conservateurs européens, Patriotes et Affiliés
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts